

PIERRE BIRNBAUM

LES DEUX MAISONS

Essai sur la citoyenneté des Juifs
(en France et aux États-Unis)

nrf essais

GALLIMARD

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

LA FRANCE DE L'AFFAIRE DREYFUS (dir.), coll. Bibliothèque des Histoires, 1994.

L'AFFAIRE DREYFUS. La République en péril, coll. Découvertes Gallimard n° 213, 1994.

UN MYTHE POLITIQUE : « LA RÉPUBLIQUE JUIVE », DE LÉON BLUM À PIERRE MENDÈS FRANCE, coll. Tel, 1995.

LA FRANCE IMAGINÉE. Déclin des rêves unitaires ?, coll. Folio Histoire n° 123, 2003.

GÉOGRAPHIE DE L'ESPOIR. L'exil, les Lumières, la désassimilation, coll. NRF Essais, 2004.

nrf *essais*

Pierre Birnbaum

Les deux maisons

Essai sur la citoyenneté des Juifs
(en France et aux États-Unis)

nrf

Gallimard

Birnbaum, Pierre (1940-)

Histoire: Histoire de France; histoire des États-Unis: Révolutions française et américaine: structures politiques comparées.

Sciences sociales:

science politique; groupes ethniques et nationaux; groupes définis par leur religion; État: étude comparée des gouvernements: État centralisé; État fédéral; droits civils et politiques.

© *Éditions Gallimard, 2012.*

Introduction

LA PARADE DU 4 JUILLET 1788 ET LES DEUX RÉVOLUTIONS

Le 4 juillet 1788, à Philadelphie, lors de la grande parade qui commémore la Déclaration d'Indépendance ainsi que la ratification de la Constitution par la Virginie, derrière le président de la Cour suprême de cet État tenant dans ses bras la Constitution de 1787, c'est une longue foule débonnaire de plusieurs milliers de personnes qui s'écoule composée de paysans, de fermiers, de représentants innombrables et en tenue de chaque corps de métier, de juges, de soldats, de médecins, des consuls des pays étrangers, un cortège sans fin de plus d'un kilomètre et demi. Tel un serpent, cette foule s'engage paisiblement dans une artère, puis dans une autre, traverse la ville en long et en large tandis que des milliers d'habitants enthousiastes applaudissent inlassablement aux fenêtres. À l'avant se tiennent des dizaines de cavaliers qui brandissent les symboles de la jeune République, l'aigle, omniprésent, mais aussi la Constitution. Des chevaux tirent des temples de la Liberté, d'autres entraînent derrière eux un modèle à peine réduit de la frégate britannique capturée, la *Serapis*, saynète qui recueille le plus d'applaudissements. Elle participe à l'invention d'un rituel républicain quasi religieux qui marque l'invention d'une nation avec ses drapeaux, ses oriflammes, ses bannières, son répertoire de décorations, ses statues de héros et transforme ce moment en une cérémonie riche en symboles magnifiant une communauté harmonieuse de citoyens vertueux.

Pour beaucoup de participants, la Révolution, la guerre d'Indépendance tout comme l'élaboration de la Constitution résultent d'une intention divine. Parmi ces multiples personnes qui défilent joyeusement, on remarque un groupe de religieux : comme le note un observateur, « on avait pris soin de mettre côte à côte les serviteurs de Dieu représentant ensemble les religions les plus dissemblables afin de souligner l'influence chrétienne charitable qu'exerce un gouvernement libre. Voir les rabbins des Juifs bras dans les bras avec des prêtres était un spectacle délicieux. On ne pouvait imaginer un symbole plus joyeux de l'ouverture de tous les pouvoirs et fonctions non seulement à toutes les sectes de chrétiens mais également aux hommes de qualité de chaque religion »¹. Une telle scène est inconcevable, au même moment, dans une autre partie du monde : voir défiler ensemble, dans la bonne humeur, tandis que sonnent à toute volée les cloches de Christ Church, que les canons du *Rising Sun* lancent fièrement leurs saluts, des citoyens curés et rabbins, des représentants, à l'époque, de chaque religion, déambulant de conserve sans aucune crainte comme « un symbole de l'union ».

Ce spectacle inédit prend encore plus de relief lorsque l'on sait que ce défilé patriotique et bon enfant se conclut par un banquet en plein air auquel plus de 15 000 personnes se trouvent conviées : comme Naphtali Philips s'en souvient longtemps après pour y avoir participé lui-même, « on avait pris soin de préparer une table séparée pour les Juifs qui ne pouvaient partager leur repas avec les autres convives accueillis à d'autres tables... elle était présidée par un vieux cordonnier de Philadelphie nommé Isaac Moses »². On leur sert une nourriture kosher afin que les citoyens juifs de Philadelphie puissent festoyer et célébrer d'innombrables toasts au son du canon et en compagnie de leurs concitoyens tout en respectant leurs propres lois : ils purent déguster du saumon, du hareng, du pain, des citrons et du raisin. Cette égalité instaurée de fait entre les religions se présente comme la conséquence logique de l'article VI, section 3, de la Constitution qui

déclare qu'« aucun test religieux ne sera jamais requis en tant que qualification à l'exercice d'un emploi public aux États-Unis », texte décisif qui, plus que tout autre, instaure, par-delà les déclarations flamboyantes, une réelle égalité entre divers cultes en imaginant un espace public sécularisé, une séparation entre l'Église et l'État, qui sera explicitée dans le Premier Amendement voté par le Congrès en 1789 et adopté en 1791, lequel, tout du moins au niveau fédéral, abolit définitivement l'idée d'un test religieux pour l'obtention d'un emploi public. Cette procession tout comme celles qui se déroulent au même moment à New York ou à Boston revêt, pour de nombreux observateurs de l'époque, une dimension semi-religieuse qui sanctifie un ordre constitutionnel. Elle témoigne de l'invention d'une religion civile que beaucoup comparent à la Sortie d'Égypte, aux Tables de la Loi données à Moïse ou encore à la libération des Juifs de Babylone³.

Le 30 avril 1789, les Juifs sont à nouveau associés aux cérémonies d'inauguration de la présidence de Washington. Le rabbin Gershom Seixas qui officie à la synagogue Mikveh Israel, de Philadelphie, est invité, avec des prêtres, à cette manifestation : il défile avec eux dans les rues de la ville tout comme le lieutenant-colonel David Franks, l'un des trois dignitaires militaires conviés aux réjouissances. Seixas prononce peu après, à New York, selon une antique tradition, une prière devenue célèbre en honneur du président et de son gouvernement. De toutes parts, les Juifs louent la Constitution, adressent d'ardents remerciements à George Washington. Ainsi, quelques mois plus tard, le 17 août 1790, lorsque ce dernier se rend à Newport accompagné de Thomas Jefferson, alors secrétaire d'État, mais également du gouverneur de New York, George Clinton, et de John Blair, juge à la Cour suprême, Moses Seixas, le frère aîné de Gershom Seixas, le félicite, au nom de la synagogue Touro, de son accès à la présidence des États-Unis dans les termes suivants :

« Permettez aux enfants de la descendance d'Abraham de s'adresser à vous avec la plus cordiale affection et estime

envers votre personne ainsi que vos mérites et de rejoindre nos concitoyens pour vous accueillir à Newport...

Nous avons longtemps été dépourvus du droit inestimable de la libre citoyenneté mais maintenant — et nous en sommes profondément reconnaissants au Tout-Puissant maître de toute chose — nous voyons un gouvernement élevé grâce à la puissance du peuple, un gouvernement qui récuse la bigoterie, qui se garde de protéger la persécution mais accorde généreusement à tous la liberté de conscience et les droits de la citoyenneté, estimant que chaque personne quelle que soit sa nation et son langage, mérite le même rôle au sein de la grande machine gouvernementale.

Nous reconnaissons que la large Union fédérale qui repose sur la philanthropie, la confiance mutuelle et la vertu publique est l'œuvre du Grand Dieu qui dirige les armées du paradis et règne sur les habitants de la Terre, selon Sa volonté.

Nous désirons remercier le Grand Protecteur des hommes de toutes les faveurs dont nous bénéficions grâce à un gouvernement bienveillant, Le suppliant de faire en sorte que les anges qui conduisirent nos aïeux à travers le désert jusqu'à la Terre Promise guident votre conduite à travers les dangers et les difficultés de la vie mortelle ; et lorsque, comme Josué, après tant d'honneurs et de jours, vous serez réunis à vos pères, que vous entriez au paradis pour partager les eaux de la vie et les arbres de l'immortalité ».

On ignore jusqu'aujourd'hui si Washington se rendit lui-même à l'intérieur de la synagogue à l'instar du gouverneur du Rhode Island, Wanton, qui, en mai 1773, participait déjà, aux côtés du président de la congrégation, à un service religieux célébré à la synagogue de Newport auquel il assiste en compagnie des juges Oliver et Auchmuty⁴. La réponse de Washington aux vœux du rabbin Seixas demeure un texte essentiel de la tradition politique américaine. Pour George Washington :

« Les Citoyens des États-Unis peuvent se féliciter d'avoir donné à l'humanité l'exemple d'une politique entièrement libérale, une politique qui vaut la peine qu'on l'imite. Tous possèdent de la même manière la Liberté de conscience ainsi que les privilèges de la citoyenneté. On n'emploie plus maintenant le langage de la tolérance comme si c'était grâce

à l'indulgence d'une classe du peuple qu'une autre pouvait jouir des droits inhérents aux droits naturels. Car heureusement le gouvernement des États-Unis ne tolère aucune bigoterie ni persécution et demande seulement que ceux qui vivent sous sa protection ne se déshonorent pas en tant que citoyens et lui apportent en toutes occasions son soutien.

Ce serait contraire à la franchise de mon caractère de ne pas vous avouer combien je suis heureux de votre appréciation favorable de mon Administration et combien j'apprécie vos vœux fervents de bonheur. Que les enfants de la lignée d'Abraham qui demeurent dans ce pays continuent à bénéficier de la bonne volonté des autres habitants tandis que chacun d'entre eux s'assoira en toute sécurité sous son arbre de vin et de figues et que personne ne puisse l'inquiéter. Que le père de toutes les bontés répande de la lumière et non de l'obscurité sur nos chemins »⁵.

Trois ans plus tard, dans son célèbre discours de New Church, à Baltimore, en janvier 1793, élargissant encore cette même perspective, Washington déclare : « En cette époque où règnent les Lumières et en ce pays d'égalité libérale, nous sommes fiers du fait que les valeurs religieuses d'un individu ne l'empêchent pas de bénéficier de la protection de la loi ni d'atteindre et d'exercer les emplois les plus élevés des États-Unis. » Le 28 mai 1818, Thomas Jefferson, cet autre tenant du « Déisme virginien » qui a probablement participé à la rédaction de l'adresse de George Washington à la synagogue Touro, tant il partage cette identique préoccupation d'assurer la séparation de l'Église et de l'État comme fondement de la liberté et de l'égalité entre les religions, envoie la lettre suivante à Mordecai Noah qui vient de prononcer le discours d'inauguration de la synagogue de Mill Street :

« Nos lois appliquent le seul antidote à l'intolérance des sectes en protégeant nos religions... en les mettant toutes sur un même pied d'égalité. Beaucoup reste à faire car bien que libres de par la loi, nous ne le sommes pas en réalité ; l'opinion publique s'érige toujours en Inquisition et agit avec autant de fanatisme que ceux qui se montrent favorables aux flammes de l'Auto da fé... je vous salue avec grand respect et estime »⁶.

Au même moment, John Adams s'exprime à son tour de la manière suivante :

« J'ai été plusieurs fois en relations d'affaires avec des personnes de votre nation, des esprits aussi libéraux, honorables, probes, généreux, et bien élevés comme le sont d'autres membres de sectes religieuses ou philosophiques. Je souhaite que votre nation bénéficie de tous les privilèges des citoyens dans chaque pays du monde »⁷.

Considérés à chaque fois comme membres d'une « nation » à l'existence légitime qui appartient en tant que telle pleinement à la nouvelle nation américaine indépendante, les citoyens juifs peuvent ainsi, au vu et au su de tous, festoyer séparément en mangeant de la nourriture kosher et, comme toutes les nations, ils doivent pouvoir s'asseoir, à l'instar de leurs concitoyens, en toute tranquillité sous leur propre « arbre de vin et de figes », sans crainte d'être assaillis par des foules fanatiques en mal de pratiques relevant d'une époque révolue, celle de l'Inquisition. On constate à quel point les Pères fondateurs étaient férus de culture biblique : l'image de « l'arbre de vin et de figes » comme autant de symboles de prospérité et de paix se trouve, en effet, mot pour mot, dans l'Ancien Testament — « Et chacun demeurera sous sa vigne et sous son figuier, sans que personne vienne l'inquiéter car c'est la bouche de l'Éternel qui le déclare » (Michée 4,4).

Cette métaphore biblique se trouve utilisée à d'autres moments du calendrier juif, par exemple, lors du repas du Nouvel An des Arbres (Tou Bichvat) : elle revient plusieurs fois, à d'autres propos, dans les discours de Washington, à tel point que, lorsqu'il se félicite de quitter ses fonctions à la tête de l'État, il se déclare heureux de vivre maintenant « sous l'ombre de mon propre arbre de vin et mon propre arbre de figes »⁸. Lors de son décès, le 14 décembre 1799, à l'instar de tous leurs concitoyens, les Juifs américains pleurent, comme les Hébreux autrefois, la disparition de celui qu'ils comparent à Moïse, le parallèle entre ces deux

immenses législateurs étant repris par tous⁹. Dans le même sens, son adresse à la synagogue Touro préfigure à tel point la défense constitutionnelle de la liberté religieuse qu'elle acquiert aux États-Unis une dimension universaliste et atemporelle : ainsi, encore en août 2001, le représentant Patrick Kennedy propose au Congrès une Résolution, qui sera adoptée de manière bipartite, disposant que la lettre de Washington à la synagogue Touro sera considérée comme un texte fondamental qui doit trouver sa place dans le calendrier législatif et être largement distribué dans le pays¹⁰. Les Juifs américains s'en souviennent eux aussi avec émotion : ainsi, pour célébrer le 350^e anniversaire de la présence juive aux États-Unis, le rabbin Howard Berman prononce un long sermon, à la veille de Rosh Hashana, le 14 septembre 2004, qui rappelle les grandes étapes de la venue des Juifs dans cette nouvelle Terre Promise où ils se trouvent honorés conformément aux principes pluralistes de la société et aux valeurs des puritains et des Pères fondateurs fidèles aux images bibliques de l'exil et de la sortie d'esclavage. Il cite ensuite intégralement la lettre de Washington adressée à la synagogue Touro qu'il qualifie de « grand document de l'histoire américaine et de charte virtuelle du Judaïsme américain », qui, par-delà l'idée de tolérance, entend désormais imposer l'idée de liberté alors qu'à cette date, « dans le monde entier les Juifs n'étaient pas émancipés et vivaient, en Europe, derrière les murs des ghettos ou dans de pauvres *shtetlech* dépourvus des droits civils essentiels »¹¹. Une année plus tard, pour mettre un terme à cette célébration, lors d'un banquet organisé par l'American Jewish Historical Society, le président George W. Bush prend la parole. Il évoque le discours de Washington à la synagogue Touro, reprend ses termes mêmes, « le gouvernement des États-Unis ne tolère aucune bigoterie ni persécution » à l'égard « des enfants d'Abraham » et ajoute :

« L'histoire du peuple juif en Amérique est l'histoire même de l'Amérique. Les pèlerins voyaient dans cette nation un nouvel Israël, un refuge contre les persécutions

qui se déroulaient en Europe... Et lorsque les premiers Juifs arrivèrent ici, les enfants d'Israël virent dans l'Amérique une terre de promesse, un pays béni où ils peuvent pratiquer leur foi en toute liberté... Le prophète Jérémie a demandé à cette nation : "Travaillez à la prospérité de la ville où je vous ai relégués et implorez Dieu en sa faveur". Durant 350 années, les Juifs américains ont écouté ces mots, vous avez prié et travaillé pour la paix et la liberté de l'Amérique... Les deux nations ont beaucoup en commun... Que Dieu vous bénisse et que Dieu continue à bénir notre pays »¹².

Des puritains qui fuient l'Angleterre aux républicains qui élaborent la nouvelle Constitution, les valeurs du judaïsme antique se trouvent sans cesse célébrées. Les puritains se vivent comme les nouveaux Hébreux à la recherche de la liberté. Élus à leur tour par Dieu, ils s'émancipent à travers leurs luttes contre leur oppresseur. Pour Roger Williams :

« Tel le peuple d'Israël à l'exil conduit
À travers les flots les Pèlerins fuient »¹³.

Dans cette transposition des récits, le roi James I^{er} joue le rôle de Pharaon, l'océan Atlantique celui de la mer Rouge, l'Amérique est le nouveau pays de Canaan, Washington et Adams incarnent Moïse et Josué. Sur la tombe de John Cotton, on s'exclame également :

« Ô heureux Israël en Amérique
Tel Moïse, tel Joshua »¹⁴.

Benjamin Franklin propose que le sceau des États-Unis représente Moïse levant le bras pour diviser la mer Rouge tandis que Pharaon, un glaive à la main, poursuit sur un chariot les Hébreux traversant la mer Rouge qui se referme sur leurs poursuivants ; de son côté Jefferson conçoit un sceau symbolisant les enfants d'Israël dans le désert guidés de jour par un nuage tandis que la nuit ils suivent un pilier de feu¹⁵. La fuite d'Angleterre, le fran-

chissement de l'océan, une mer Rouge infiniment plus dangereuse font office de baptême de l'Amérique qui a échappé à des Pharaons bien plus cruels qu'autrefois. Les patriotes se considèrent comme les « esclaves » des Britanniques, ils veulent à tout prix se détacher de l'Angleterre, ce « démon corrompu qui les réduit en esclavage ». Les prédicateurs dressent sans cesse le parallèle : « Israël était une nation libre, indépendante, créée par Dieu en Canaan tout comme il nous a mis en Amérique », cette « Terre Promise, pays de lait et de miel »¹⁶. La métaphore de l'Exode hante tous les discours et lorsque les Britanniques évacuent Boston, en 1776, dans un sermon prononcé en présence de Washington, on s'exclame : « Et les Égyptiens dirent : Fuyons le visage d'Israël car Dieu combat pour eux contre les Égyptiens »¹⁷. On prénomme les enfants Jonathan, Rachel, Daniel ou Ezra, nombre de villes s'appellent Hébron, Canaan, Pisgah, Jaffe, Eden, Shiloh, Carmel ou Jéricho et la maîtrise parfaite de l'hébreu est la marque du gentleman, son apprentissage étant obligatoire dès la première année à Harvard tout comme à Yale, Princeton ou Brown, le début de l'année universitaire étant marqué, jusque dans les années 1820, par des prières en hébreu. Des membres du Congrès proposent même d'interdire l'anglais et de lui substituer l'hébreu. Un peu plus tard, en avril 1905, à l'occasion du 250^e anniversaire de l'arrivée des Juifs aux États-Unis, l'ancien président Grover Cleveland prononce un discours à Carnegie Hall pour célébrer Thanksgiving en conservant en mémoire le pogrome de Kichinev. Avant de conclure en évoquant les paroles de Washington à la synagogue de Newport, il déclare :

« Les Juifs parmi nous ont préservé l'histoire et les traditions d'une communauté ancienne étonnamment proche de notre République par son caractère démocratique. Cette ancienne communauté est l'œuvre de Dieu pour régir Son peuple choisi ; nous ne devons pas ignorer cette coïncidence dans les desseins divins du Roi de l'univers qui a conçu, après plusieurs milliers d'années, un projet identique pour le peuple des États-Unis qui, dès le début, s'est lui aussi soumis à la souveraineté divine ainsi qu'à son libre culte. Lorsque

nous nous souvenons avec enthousiasme de l'histoire de notre guerre d'Indépendance, nous ne devons pas oublier à quel point les Juifs ont lutté de manière patriotique en faveur de la défense de leur nouvelle demeure »¹⁸.

La plupart des colonies connaissent pourtant une union entre l'Église et l'État qui les transforme en de petites théocraties chrétiennes guère affables aux habitants juifs eux-mêmes : les puritains prétendent incarner les nouveaux israélites, clament leur foi en Jésus-Christ : pour eux, « l'Amérique est la plus belle de Ses fiancées, une nation sainte »¹⁹. À leurs yeux, le Nouveau Testament met en œuvre les prophéties de l'Ancien Testament, la Révélation se réalisant en Amérique²⁰. Dès lors, même si les habitants juifs en chair et en os ne sont pas victimes des brutalités que subissent les baptistes ou encore les quakers, « dans la période qui précède la Révolution, aucune colonie n'accorde des droits politiques complets aux Juifs comme aux catholiques »²¹, seul l'avènement de la Révolution leur permet d'entamer la marche vers l'égalité politique.

On ne saurait imaginer plus ample opposition entre les voies américaine et française d'émancipation des Juifs. On ne trouve, semble-t-il, que peu de traces de la tradition biblique au cours des débats qui animent la Révolution française, la contre-Révolution seule ne dédaignant pas les images bibliques. En invoquant un idéal déiste ou rationaliste, la nation émancipée se construit en s'éloignant du religieux, les métaphores bibliques demeurant peu audibles dans les envolées lyriques des révolutionnaires, nulle trace ou presque de Pharaon, de Moïse, de Josué, nul privilège donné à l'hébreu. Même si la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen se trouve comme moulée dans une Torah qui évoque les Dix Commandements²², l'histoire juive ne sert nullement de référence, les citoyens entendent construire un monde nouveau, régénéré, étranger aux temps passés. Les héros bibliques sont remplacés par des figures légendaires grecques ou romaines qui correspondent mieux à la rhétorique révolutionnaire : on nomme les enfants Brutus, une véritable « fascination pour le

modèle antique des républiques grecque et romaine » se fait soudain jour²³. Les Hébreux sont généralement absents d'une volonté émancipatrice façonnée par les leçons de Voltaire. Tandis que le *manyness* s'impose de suite comme la norme aux États-Unis, les Juifs étant perçus, du moins dans les représentations, de manière favorable et en accord avec la logique qui préside à la société dans son ensemble, comme « une nation dans la nation », prenant leur place au sein d'une « nation de nations »²⁴, au même moment, le comte de Clermont-Tonnerre, qui se montre favorable à l'émancipation, pose de toutes autres règles et déclare : « Il faut refuser tout aux Juifs comme Nation et accorder tout aux Juifs comme individus... Il répugne qu'il y ait dans l'État une société de non-citoyens et une Nation dans la Nation »²⁵. Il se prononce donc en faveur d'une entière fusion des citoyens bien qu'en même temps, selon la logique américaine, il se déclare en faveur du respect d'une sociabilité privée spécifique :

« Quant à leur insociabilité, on l'exagère. Existe-t-elle ? Qu'en concluez-vous en principe ? Y a-t-il une loi qui m'oblige à manger du lièvre et à en manger avec vous ? Certes ces travers religieux disparaîtront et quand ils survivraient et à la philosophie et au plaisir d'être enfin de vrais citoyens et des hommes sociables, ils ne sont pas des délits que la loi puisse et doive atteindre »²⁶.

Seul ou presque, Mirabeau se fait le porte-parole d'une logique systématiquement pluraliste semblable à celle de Washington, en déclarant :

« Il est difficile de se persuader que tant d'hommes industriels ne puissent être utiles à l'État parce qu'ils sortent d'Asie et qu'ils se distinguent par la barbe, la circoncision et une manière particulière d'adorer l'Être suprême... Toute société est composée de petites sociétés privées qui, chacune, ont des principes particuliers... que le chrétien et le circoncis... s'écartent les uns des autres : le grand et noble emploi du gouvernement consiste à faire en sorte que chacune de ces divisions tourne au profit de la grande société »²⁷.

À l'instar de Mendelssohn dont il s'inspire, il lance encore, presque au moment où va se dérouler la parade profondément pluraliste de Philadelphie : « Il existe pour les Juifs des mets impurs !... Belle raison pour refuser à ces hommes les droits de l'humanité ! »²⁸. Mais il n'est pas entendu.

La Constitution américaine qui précède la Révolution française n'est pourtant pas sans influence sur cette dernière. Ainsi, en janvier 1790, une délégation de Juifs invoque, dans une pétition à l'Assemblée nationale, l'exemple américain afin d'obtenir, au-delà de la tolérance, l'égalité des droits :

« [...] aussi, écrivent-ils, le mot de Tolérance... ne convient-il plus à une Nation qui veut affermir ses droits sur la base éternelle de la justice. Et l'Amérique, à qui la politique devra tant d'utiles leçons, l'a rejeté de son code comme un terme qui tendait à compromettre la liberté individuelle et à sacrifier certaines classes d'hommes à d'autres classes »²⁹.

Cela leur vaut une réplique d'un pamphlétaire, Launay, qui considère que la liberté religieuse n'a été accordée aux Juifs en Amérique que dans une perspective démographique qui ne convient en rien à la société française³⁰. La poussée assimilationniste et homogénéisatrice l'emporte. De même que les Bretons ou les Basques doivent s'assimiler à la nation française tournée vers les Lumières universalistes³¹, les Juifs se trouvent solennellement avertis : ils ne doivent pas demeurer « une nation dans la nation », condition pour entrer individuellement dans une citoyenneté pleine et entière. L'abbé Grégoire pousse à cette « fusion », souhaite que l'État « s'empare » de la nouvelle génération de Juifs afin de hâter leur assimilation, se prononce contre les « petites gens » que représentent les lois alimentaires des Juifs qui ne peuvent, avec le temps, que « disparaître »³². À ses yeux, pour entrer pleinement au sein de la nation, les Juifs doivent être régénérés, transformés en des citoyens tournés vers la seule Raison en délaissant leurs coutumes et croyances.

L'Assemblée constituante prête même une oreille attentive aux propos, cette fois résolument hostiles à toute émancipation des Juifs proférés par Mgr La Farre, l'évêque de Nancy : pour lui, le « peuple juif » est voué éternellement à l'errance, il constitue une « tribu... de passage » à jamais étrangère ; sa loi lui interdit de porter, de travailler et de porter les armes le shabbat et surtout :

« s'il est fidèle à sa loi, tout repas commun et par conséquent toute société intime avec les chrétiens, il se l'interdira puisqu'il ne doit manger des mets qu'ils ont apprêtés ni se servir des mêmes ustensiles qu'eux. Que d'obstacles et d'obstacles vraiment insurmontables à l'amalgame social de la nation juive avec la nation française sortent essentiellement de la fidélité du Juif à sa loi ! »³³.

Si les nations américaine et française sont les premières à émanciper les Juifs, tout, ou presque, néanmoins les oppose. On ne saurait trouver en France l'équivalent de la parade du 4 juillet 1788 et lorsque les masses révolutionnaires s'ébranlent, les Juifs semblent peu présents même si presque tous célèbrent l'avènement de la Révolution, voient en elle la promesse d'une renaissance, une nouvelle Sortie d'Égypte, prêtent serment avec enthousiasme, rejoignent les milices patriotiques³⁴ et chantent « La Marseillaise »³⁵. L'hostilité envers les religions en général, du déisme à l'athéisme, suscite des destructions d'églises mais aussi de synagogues, un vandalisme dont souffrent bien des bâtiments tant le conflit entre tenants de l'ancien monde et du nouveau se noue autour de la place de la Raison et du Divin. Le religieux se trouve d'abord étatisé à travers, par exemple, la Constitution civile du clergé, avant d'être durement repoussé hors de l'espace public par le culte de l'Être suprême, au nom d'une Raison qui ne tolère guère de résistance et entend modeler jusqu'aux esprits en façonnant les valeurs au sein de l'espace privé. Les rapports entre l'État révolutionnaire et les religions tournent à l'affrontement généralisé qui frappe durement surtout le monde catholique et les curés réfractaires avant

de toucher jusqu'aux curés constitutionnels³⁶. Dans ce contexte, les dignitaires de la Révolution se tiennent à l'écart des églises comme des temples ou encore, des synagogues, dont ils nient, pour la plupart, la légitimité. Aucun d'entre eux, *a fortiori*, à l'exemple des Rois catholiques d'autrefois, ne croit devoir aller dans une synagogue pour honorer les citoyens juifs, comme, aux États-Unis, les héros de la Révolution que sont Washington ou Jefferson qui, bien que déistes, ne rejettent ni les églises ni les synagogues. Si, dans le Nouveau Continent, les Juifs bénéficient de suite des droits donnés par la Constitution américaine à tous les citoyens, du moins au niveau fédéral, leur sort ne provoquant pas de discussion particulière, ils attendent, en France, septembre 1791 et de longues et vives discussions, pour obtenir enfin l'entière citoyenneté. Nombre de débats leur sont consacrés, comme si leur destin propre était révélateur du succès des valeurs universalistes et homogénéisatrices de la Révolution française³⁷. Dès lors, leur place au sein de l'imaginaire national demeure centrale dans l'histoire de la France moderne : d'un siècle à l'autre nombre de conflits qui traversent la société se structurent autour de leur représentation ; sauf probablement durant le New Deal, il n'en est rien aux États-Unis.

Les deux Révolutions, les deux Constitutions, les types d'État, les rapports au passé, au libéralisme et au pluralisme, les relations entre l'espace public et l'espace privé, la nature des conflits, le rôle de la violence et des idéologies, l'ampleur des mobilisations, les conceptions de la démocratie et de la République, du national et du local, l'idée de la citoyenneté, la place du religieux dans des nations qui instaurent pourtant l'une et l'autre, mais par des moyens différents, une entière séparation entre l'Église et l'État, autant de traits qui dessinent le contexte national des deux « Républiques sœurs »³⁸, des deux exceptionnalismes qui façonnent des destins juifs dissemblables. La Révolution française prolonge l'action de l'État fort³⁹ résultant d'une longue histoire qui se noue comme un mode de sortie spécifique du féodalisme par la